

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 30 janvier 2026

Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

2,5 M

Nombre de passages de camions aux frontières
entre l'espace Schengen et les BO chaque
année

Région

Blocages aux frontières, prélude à une réforme du Code européen des visas ?

Du 26 au 30 janvier, les chauffeurs routiers ont bloqué le transit de marchandises aux postes frontières de la région avec l'espace Schengen. En cause, l'entrée en vigueur du Système Entrée Sortie (EES) qui permet désormais une application stricte de la règle des 90 jours sur 180 pour les courts séjours. Jusqu'à l'année dernière, les chauffeurs routiers cumulaient en moyenne 120 à 150 jours sur 180.

L'Union européenne représente près des deux tiers du commerce extérieur des Balkans occidentaux et 90 % des marchandises transitent par camions, soit environ 75 Mds EUR par an. Chaque année, les

frontières entre l'espace Schengen et la région comptabilisent environ 2,5 millions de passages de camions y compris pour le transport de marchandises en provenance de Grèce, de Bulgarie et de Turquie à destination du reste de l'UE.

Les autorités des BO et les organisations professionnelles demandent un aménagement ou une dérogation, comme celle dont bénéficient les personnels navigants dans le transport aérien ou maritime qui ne sont pas soumis à la règle des 90 jours.

La Commission indique qu'une dérogation nécessite une réforme du Code des visas européen. Cette réforme est d'ailleurs en préparation. La Commission a ainsi publié le 29 janvier sa première stratégie européenne pour les visas qui propose des amendements autour de trois axes : le renforcement de la sécurité, une politique de visa au service de la compétitivité européenne et le déploiement d'outils modernes. Pour les chauffeurs routiers, ce document de 15 pages propose d'étudier des aménagements pour les règles de court séjour.

Les chauffeurs routiers ont levé leur blocage suite à la publication de la Stratégie Visa de la Commission. Il faut néanmoins s'attendre à une hausse des coûts de fret à court terme. Une réforme du Code des visas, sujet politiquement sensible, devra recevoir l'aval des Etats membres et prendra, dans le meilleur des cas, au moins 12 à 18 mois.

Pour compenser la perte de disponibilité des chauffeurs, les transporteurs balkaniques vont devoir recruter des chauffeurs (et probablement investir dans des camions supplémentaires) ou se reposer sur leurs homologues européens, sensiblement plus chers.

Au total, certains observateurs estiment que le surcoût pourrait atteindre jusqu'à 2,25% de la valeur des échanges sur un an. A défaut, le risque est que l'ajustement s'effectue par une baisse des volumes d'échanges.

Cette situation s'ajoute aux difficultés existantes sur les passages de frontières entre les BO et l'espace Schengen. Avant la mise en œuvre de l'EES, il fallait compter en moyenne 7h d'attente pour les camions, ce qui représente un surcoût de l'ordre de 525 M EUR par an. Des investissements sont prévus (l'UE a alloué 60 M EUR) pour agrandir les postes frontières et des dispositifs, comme les *Green lanes* qui priorisent les camions, sont en cours de déploiement dans le cadre du Plan de croissance de l'UE pour les Balkans occidentaux.

Approbation de 171 M EUR de financements via le CIBO

Le comité opérationnel du Cadre d'Investissement pour les Balkans Occidentaux (CIBO) a approuvé [un paquet de 171 M EUR](#) pour 7 projets d'infrastructures et 3 programmes de financement à destination du secteur privé. Pour les projets d'infrastructures, les fonds proviennent des

allocations du Plan de Croissance dédiées au CIBO (67,4 M EUR), de donateurs bilatéraux (7,3 M EUR) et de l'aide de pré-adhésion (16 M EUR) ; l'investissement du CIBO permettra de mobiliser au total 263 M EUR de financements. Les projets les plus importants concernent le développement du réseau internet haut-débit et l'électrification de la ligne ferroviaire Durrës–Tirana en Albanie, la réhabilitation et à la construction d'écoles au Monténégro, la modernisation du réseau électrique en Macédoine du Nord, et l'amélioration du traitement des eaux usées en Bosnie Herzégovine.

Albanie

Exportations en berne pour la 3^e année consécutive

D'après les premières estimations de [l'Institut national de statistiques](#), les exportations ont chuté de 6,1 % en 2025, passant de 369 Md ALL (3,8 Md EUR) à 346 Md ALL (3,6 Md EUR). Les exportations reculent pour la 3^e année consécutive (- 10 % en 2023 et -14 % en 2024) dans un contexte d'appréciation du lek albanais qui érode leur compétitivité et de faibles capacités manufacturières. En parallèle, la valeur des importations ont quasi-stagné (-0,8 % ; 887 Md EUR soit 9,2 Md EUR). Les exportations ne couvrent que 39 % des importations. L'Italie est le premier partenaire bilatéral de l'Albanie, absorbant 42 % de ses exportations et fournissant 20 % de son approvisionnement. L'UE dans son ensemble capte 72,5 % des exportations albanaises et représente 51 % de ses importations.

Bosnie-Herzégovine

Adoption du PRE 2026-2028

Le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine a adopté à l'unanimité, le 15 janvier, le [Programme de réformes économiques \(PRE BiH\) pour la période 2026-2028](#). Ce document stratégique sera soumis à la Commission européenne dans le cadre de la candidature de la Bosnie-Herzégovine à l'adhésion à l'Union européenne. Élaboré en coordination avec l'Agenda des réformes de la Bosnie-Herzégovine, ce programme définit des mesures de politique économique à tous les niveaux de gouvernement sur une période de trois ans et vise à aider le pays à satisfaire aux critères d'adhésion économique de l'UE. Selon un communiqué du Conseil des ministres, le plan de réformes s'articule autour de trois piliers du développement durable : l'amélioration de la

gouvernance et de la gestion du secteur public, la promotion d'une croissance intelligente et la construction d'une société offrant l'égalité des chances. Deux priorités transversales sous-tendent le programme : le renforcement du capital humain et l'inclusion sociale. Le document présente des projections macroéconomiques pour la période 2026-2028, prévoyant une croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) réel d'environ 2,6 % en 2026, principalement tirée par une demande intérieure plus soutenue. Les autorités n'ont pas fourni de projections détaillées pour les deux années suivantes, mais ont indiqué que les réformes visent à soutenir une croissance stable et inclusive. La structure politique complexe de la Bosnie-Herzégovine, divisée entre deux entités autonomes et plusieurs niveaux de gouvernement, a souvent ralenti les réformes économiques et compliqué la coordination avec Bruxelles. Les responsables de l'UE ont souligné à plusieurs reprises la nécessité d'une planification et d'une mise en œuvre économiques cohérentes à tous les niveaux de gouvernance. Le Programme de réformes économiques est une exigence annuelle pour les pays candidats à l'UE et est suivi de près par la Commission européenne et le Conseil de l'UE (format ECOFIN qui réunit les ministres de l'Economie et des Finances des Etats membres). La Bosnie a obtenu le statut de pays candidat à l'UE en 2022, mais les progrès réalisés depuis lors sont inégaux, les réformes étant fréquemment bloquées par des différends politiques. Les autorités ont déclaré que l'adoption du PRE témoigne d'un engagement renouvelé en faveur des réformes économiques et de l'alignement sur les normes de l'UE, ajoutant que sa mise en œuvre sera essentielle pour soutenir la croissance et améliorer le niveau de vie dans les années à venir.

Prévisions d'inflation à 3,2 % en 2026

[L'enquête trimestrielle de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine](#) indique une légère hausse des anticipations d'inflation pour 2026. La prévision médiane pour 2026 s'établit à 3,20 %, en hausse de 0,10 point par rapport à septembre. L'enquête, menée auprès des banques commerciales et compagnies d'assurance, mesure la perception des acteurs financiers sur l'évolution des prix et son impact potentiel sur le comportement économique. À plus long terme, les anticipations pour 2027 reflètent un ralentissement à 2,80 %, suggérant une stabilisation des pressions inflationnistes et des perspectives macroéconomiques.

Kosovo

Inflation à 5,3 % en décembre 2025

D'après [l'Institut national de statistiques](#), l'inflation annuelle s'est élevée à 5,3 % en décembre 2025, un niveau identique à celui de novembre 2025. Le rythme de l'inflation a accéléré depuis le début de l'année (1,1 % en décembre 2024), alimentée par des fondamentaux en hausse (salaires, prix des services, immobilier) et des facteurs volatils (prix alimentaires, énergie).

Déficit commercial de 555,7 M EUR en décembre 2025

Le Kosovo [enregistre](#) un déficit commercial de 555,7 M EUR en décembre 2025, à peu près stable par rapport à décembre 2024 (561,5 M EUR). Le ratio de couverture des importations (636,9 M EUR) par les exportations (79,4 M EUR) est faible, et ne s'améliore pas. Depuis quelques années, les exportations kosovares stagnent ou n'augmentent que faiblement, tandis que les besoins d'importation ne cessent de croître. En décembre, les importations kosovares provenaient principalement de l'UE (44,5 %) – Allemagne en tête (16,4 %) –, de Turquie (13,1 %) et de Chine (12,4 %).

Macédoine du Nord

MEMO choisit un opérateur slovène pour son marché d'électricité

[L'opérateur macédonien du marché de l'électricité](#) (MEMO) a signé un contrat avec l'opérateur de la bourse d'électricité slovène BSP Energy Exchange pour la mise en œuvre, d'ici à la fin du T2 2026, du marché intrajournalier (intraday) de l'électricité en Macédoine du Nord (fourniture de la plateforme d'échanges et de la chambre de compensation). MEMO et BSP Energy Exchange avaient lancé le marché journalier (day ahead) en Macédoine du Nord en mai 2023. C'est une étape importante dans le couplage du marché macédonien de l'électricité avec le marché européen.

S&P : maintien de la notation souveraine à BB-

Le 23 janvier, [S&P a confirmé la notation souveraine](#) de la Macédoine du Nord à « BB- », assortie d'une perspective stable. S&P justifie cette position par la conjoncture favorable que connaît la Macédoine du Nord

(croissance de 3 % en 2024 et 3,5 % en 2025), grâce à la reprise des grands chantiers d'investissement (Corridors 10 et 8d) et à une solide demande des ménages. Dans un contexte de faible demande des partenaires européens, l'activité a donc trouvé des relais domestiques. D'après l'agence de notation, les efforts de consolidation budgétaire pourraient être renforcés, mais en l'état, la situation est stable : la collecte des recettes s'améliore (grâce à la hausse du PIB nominal et des salaires), et compense en partie l'augmentation des dépenses. Le déficit devrait être réduit de 4 % en 2025 à 3,8 % en 2026. Par ailleurs, S&P souligne la crédibilité de la NBRNM (Banque centrale) qui a étoffé ses instruments de politique monétaire cette année.

Les crédits à l'économie sont en hausse de 13 % en 2025

D'après la [NBRNM](#), l'encours des crédits à l'économie (hors administration) a augmenté de 13 % en 2025. Après 2024 (+ 11 %), dans un contexte de reprise économique, l'expansion des crédits se poursuit tant à destination des entreprises (+15 %) que des ménages (+11 %). Côté secteur privé, l'encours de prêts en MKD a considérablement augmenté (+24,2 %) tandis que celui des prêts en devise étrangère (EUR principalement) a baissé (-4,3 %). Pour les ménages, l'encours des crédits en MKD (+14,1 %) augmente aussi plus vite que celui des prêts en devises (+7,5 %). Cette tendance résulte en partie de la politique de denarisation de l'économie mise en place par la NBRNM, qui a notamment relevé en août les seuils de réserves obligatoires pour les dépôts en devises étrangères. A partir de l'automne, les exigences d'apport en capital ont aussi été réduites pour certains ménages, assouplissant les conditions d'emprunt immobilier.

Monténégro

Clôture du Chapitre 32 sur le contrôle financier

Le [26 janvier](#), lors de la 25^{ème} réunion de la Conférence d'adhésion, les Etats membres de l'Union européenne ont accepté la clôture provisoire du chapitre 32 (contrôle financier). Le chapitre 32 est le 13^e chapitre clos sur 33 et appartient au bloc des « fondamentaux ». Le Monténégro prévoit de clôturer l'ensemble des 20 chapitres restants avant la fin de l'année.

Projet hydroélectrique d'Otilovici (3,2 MW) pour renforcement de la capacité électrique et transition énergétique

Le 23 janvier, [la société nationale d'électricité \(EPCG\)](#) a signé avec l'entreprise monténégrine Vigoris Ecotech un contrat « clé en main » de 6,8 M EUR pour la construction de la petite centrale hydroélectrique d'Otilovici (3,2 MW, 11 GWh/an). Le projet inclut la conception, construction, installation des équipements électromécaniques, essais et mise en service. Le projet vise à renforcer la capacité électrique nationale, fournir l'équivalent de 1 800 foyers/an et réduire les émissions de CO₂ d'environ 7 600 t/an. Cette initiative s'inscrit dans le programme d'EPCG de développement d'énergies renouvelables, de sécurité énergétique et de transition écologique.

Serbie

Acquisition de la part russe de NIS par MOL

Le groupe MOL a signé un [protocole d'accord](#) contraignant avec Gazprom Neft pour acquérir sa participation de 56,15 % dans la société serbe Naftna Industrija Srbije (NIS), sous réserve des autorisations requises, notamment de l'OFAC américain. Selon les autorités serbes, MOL acquerrait 56 % de NIS auprès de Gazprom Neft, avant de transférer 5 % à l'État serbe, renforçant ainsi la capacité d'influence publique sur les décisions stratégiques. Une coentreprise entre MOL et ADNOC serait créée, les deux partenaires détenant conjointement une participation majoritaire d'environ 51 %, MOL demeurant l'actionnaire principal. La répartition exacte du capital entre MOL et ADNOC reste en cours de négociation. La finalisation de la transaction est conditionnée à la signature formelle des accords de vente, à l'approbation de l'OFAC et à un accord intergouvernemental entre la Serbie et la Hongrie. La participation russe est estimée entre 900 M EUR et 1 Md EUR.

Maintien de la notation à BB+ de Fitch avec perspective positive

L'agence de notation, Fitch Ratings, a confirmé le 23 janvier [la note souveraine de la Serbie à BB+ avec perspective positive](#), citant des perspectives de croissance améliorées, malgré des risques politiques et externes persistants. La notation reste un cran sous la catégorie investissement, Fitch adoptant une approche plus prudente que S&P, en raison de l'incertitude politique et de la dépendance au financement

extérieur. La note est soutenue par une politique macroéconomique jugée solide, des réserves de change adéquates, une dette publique modérée (44,6 % du PIB en 2025) et un PIB par habitant relativement élevé. En contrepartie, Fitch souligne la forte part de dette en devises, les déficits courants et les vulnérabilités énergétiques. Après un ralentissement de la croissance à 2 % en 2025, une reprise progressive est attendue, le PIB réel atteignant 4,2 % d'ici 2027, portée par l'investissement public, la consommation et les réformes, sous réserve d'un environnement politique et géopolitique maîtrisé.

Emission de 98,6 M EUR d'obligations du Trésor

Le ministère serbe des Finances émis [le 27 janvier](#) 11,58 Mds RSD (98,6 M EUR) d'obligations du Trésor à 10,5 ans, arrivant à échéance le 27 juillet 2035. L'émission, lancée le 23 janvier 2025, porte un coupon annuel de 5,25 %, payé semestriellement. Les titres ont été placés avec un rendement à l'échéance de 5,07 %. La demande totale a atteint 15,39 Mds RSD, dépassant le montant offert, traduisant un intérêt soutenu des investisseurs. Au total, 1 158 284 obligations ont été émises.

Un prêt de 150 M EUR de la BEI pour les routes

La [Banque européenne d'investissement](#) (BEI) accordera à la Serbie un prêt de 150 M EUR pour la reconstruction et la modernisation d'environ 540 km de routes locales et nationales, selon une annonce du 22 janvier. Le projet vise à améliorer la sécurité routière, réduire les temps de trajet et l'empreinte environnementale, et renforcer la résilience du réseau de transport face au changement climatique, tout en rapprochant certaines infrastructures des normes de l'UE. Le financement inclut des investissements ciblés en faveur des piétons et des cyclistes (signalisation, trottoirs, passages sécurisés, pistes cyclables). Cette opération s'inscrit dans le Plan économique et d'investissement de l'UE pour les Balkans occidentaux et complète un programme ayant déjà permis de moderniser plus de 900 km de routes en Serbie. Le financement est complété par une subvention de 1,4 M EUR, une assistance technique de l'UE et un appui de JASPERS pour l'évaluation des risques climatiques. Le projet devrait soutenir la connectivité, l'activité économique et l'attractivité du pays.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre GRANDJOUAN, Davina EL-BAZE, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET, Aleksandra VASILJEVIC

[Abonnez-vous](#)